

## La crise Covid 19, quels impacts sur la transition durable et intelligente de nos territoires ?

### Auteurs

- Dr. Giovanni Esposito, Chercheur, Smart City Institute, HEC Liège
- Prof. Dr. Nathalie Crutzen, Directrice Académique, Smart City Institute, HEC Liège

Au Smart City Institute, en cette période complexe, la combinaison des concepts de « territoires durables et intelligents » et de « crise » nous a amené à mener une recherche empirique en Belgique (Wallonie) afin de mieux appréhender les impacts de la crise de la Covid 19 sur la transition durable et intelligente de nos territoires (« Smart Cities/Territories » en anglais). De multiples questions se posent... et notamment, **cette crise va-t-elle ralentir ou, au contraire, accélérer cette transition ?** Cet article est l'occasion d'évoquer des toutes premières pistes de réponse ...

*Crise, un mot plus complexe qu'il n'y paraît malgré son usage quotidien. Une crise est certainement un moment difficile et inquiétant. Cependant, ce mot a également une connotation positive. Issu du mot grec « krisis » (jugement, choix ou encore nécessité de discerner et de faire un choix), le concept de crise intègre la notion de « point de basculement » ou de « moment décisif ». Dans cette perspective, un moment de crise devient une opportunité de changement...*

Cette affirmation nous a conduit à réaliser une enquête auprès des communes wallonnes en vue de comprendre comment les administrations locales ont réagi suite à la pandémie de la Covid 19 et de, déjà, tenter de mieux cerner les impacts qu'aura cette crise sur la transition durable et intelligente de nos territoires.

Notre échantillon de répondants est composé de 44 communes (population : 262 communes – taux de réponses : 17%) issues des 5 provinces de Wallonie. Ces communes sont situées à la fois en milieu rural (41%) et milieu urbain (59%).

Selon nos analyses, **88.6% des communes estiment avoir été confrontées à des difficultés occasionnées par la Covid-19. Ces difficultés concernent surtout (1) la gestion globale de la crise et (2) les effets socio-économiques dus à la distanciation sociale.**

En Belgique, la gestion globale de la crise a été confiée à deux organes clés : le Risk Management Group (RMG) et le Risk Assessment Group (RAG). Constitué uniquement de représentants politiques (cabinets) et des administrations supra-communales, le RGM assure la supervision de l'élaboration de plans de préparation aux urgences de santé publique. D'autre part, le RAG - composé d'experts - propose au RMG des mesures et recommandations basées sur des données épidémiologiques et scientifiques en matière de gestion des risques. Malgré ce dispositif de gestion de crise, les premières analyses de nos données confirment que les communes wallonnes se sont retrouvées confrontées à un manque d'équipement (masques, gel). Les personnes qui ont été le plus impactées sont les membres du personnel de première ligne : le personnel de santé et les employés des services publics essentiels comme, par exemple, les équipes chargées du nettoyage urbain.

Des difficultés majeures découlent aussi des mesures de distanciation sociale exigées par le dispositif de gestion de la crise. D'une part, l'impossibilité de se rendre sur le lieu de travail a causé des problèmes de coordination au niveau des cadres de l'administration publique et des élus mais aussi au niveau de l'interface quotidienne avec le citoyen - par exemple, l'interruption des services aux guichets comme les services à la population ou l'état civil. D'autre part, les mesures visant à éloigner les individus les uns des autres pour réduire la transmission de la maladie ont eu comme résultat de paralyser le commerce local. Cependant, ces difficultés se sont vite révélées être la force motrice d'un processus d'innovation permanente.

**86,1% des communes interpellées nous informent avoir eu recours à des plateformes technologiques pour répondre à la nécessité de la distanciation sociale** – par exemple, pour organiser le télétravail, proposer des e-guichets ou un réseau de soutien logistique aux commerces locaux.

50% des communes répondantes ont fait appel à des « externes » – souvent des entreprises du secteur TIC – alors que l'autre moitié a mis en place ces plateformes grâce aux ressources humaines « internes » comme les employés dans les services TIC ou des agents spécialisés dans le numérique.

Autre observation intéressante : **les innovations introduites durant la crise n'étaient pas prévues dans 44,4% des communes répondantes et 50,0% des autres communes en avaient prévu seulement une partie.** Néanmoins, **87,2% souhaitent à présent maintenir au moins une de ces innovations au-delà de la crise Covid-19.** Cette observation peut être reliée à la « stratégie du choc »<sup>1</sup>. En temps de crise, le choc lié à un événement collectif dramatique peut créer les conditions sociales pour l'introduction d'innovations que les gens n'accepteraient pas ou accepteraient avec des réserves en temps normal.

En conclusion, les premières observations de notre étude empirique semblent suggérer une accélération de la transition durable et intelligente de nos territoires suite au choc provoqué par la crise Covid19. Néanmoins, il s'agit de résultats préliminaires qui doivent être pris avec précaution, affinés au cours des prochains mois, tout en sachant que l'impact réel de la crise ne pourra être mesuré avec exactitude qu'à posteriori.

Intéressé.e par plus d'infos ?

Le Smart City Institute publiera durant l'été une analyse détaillée de son étude ([www.smartcityinstitute.be](http://www.smartcityinstitute.be))

---

<sup>1</sup> Burns, R. (2020). A COVID-19 panacea in digital technologies? Challenges for democracy and higher education. *Dialogues in Human Geography*. <https://doi.org/10.1177/2043820620930832>. McKee, M., Stuckler, D. (2020) If the world fails to protect the economy, COVID-19 will damage health not just now but also in the future. *Nature Medicine* 26, 640–642. <https://doi.org/10.1038/s41591-020-0863-y>. Klein, N., & Smith, N. (2008). The Shock Doctrine: A Discussion. *Environment and Planning D: Society and Space*, 26(4), 582–595. <https://doi.org/10.1068/d2604ks>.